Paradoxes et diversité du communisme rural drômois (1945-1981)

Alain Chaffel

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/8089>

DOI : 10.4000/etudesrurales.8089

ISSN : 1777-537X

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2004

Pagination : 83-92

Référence électronique

Alain Chaffel, « Paradoxes et diversité du communisme rural drômois (1945-1981) », *Études rurales* [En ligne], 171-172 | 2004, mis en ligne le 01 janvier 2006, consulté le 02 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/8089> ; DOI : 10.4000/etudesrurales.8089

Cet article est disponible en ligne à l'adresse :

http://www.cairn.info/article.php?ID_REVUE=ETRU&ID_NUMPUBLIE=ETRU_171&ID_ARTICLE=ETRU_171_0083

Paradoxes et diversité du communisme rural drômois (1945-1981)

par Alain CHAFFEL

| Éditions de l'EHESS | *Études rurales*

2004/3-4 - N° 171-172

ISSN 0014-2182 | ISBN 2-7132-2007-6 | pages 83 à 92

Pour citer cet article :

—Chaffel A., Paradoxes et diversité du communisme rural drômois (1945-1981), *Études rurales* 2004/ 3-4, N° 171-172, p. 83-92.

Distribution électronique Cairn pour les Éditions de l'EHESS.

© Éditions de l'EHESS. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

PARADOXES ET DIVERSITÉ DU COMMUNISME RURAL DRÔMOIS (1945-1981)

Alain Chaffel

A PARTIR DE 1945, deux moments principaux caractérisent l'implantation communiste dans la Drôme : d'abord un temps exceptionnellement fort après la guerre, ensuite l'amorce d'un déclin historique dès 1981. Jamais, en effet, « l'obsession révolutionnaire n'a été aussi visible dans la politique française » [Furet 1995] qu'à la Libération, en particulier dans la Drôme, où le PCF s'appuya sur un bastion puissant. Inversement, l'effondrement de 1981 y fut supérieur à la moyenne. Comprendre pourquoi un corps social a accueilli si favorablement une idéologie et l'organisation qui l'incarne, avant de s'en détacher hâtivement, est naturellement source de multiples interrogations. Le communisme drômois est-il, avant tout, représentatif du communisme français dans son ensemble ? Serait-il au contraire marqué par son ancrage provincial ? Représente-t-il un certain type de communisme qui correspondrait aux départements du Sud-Est, longtemps dominés par le monde rural ?

Si ces investigations réclament une approche comparative, si des questions restent parfois sans réponse, si des pistes ne peuvent être que signalées, on peut cependant mettre en

relief un certain nombre de spécificités du communisme « paysan » drômois, qui se distingue de celui des villes, dans sa pratique militante, dans son comportement électoral et dans sa sociologie.

En dépit d'une stratégie politique qui accorde assez peu d'importance aux problèmes paysans, en dépit d'une faible représentation du monde rural dans les écoles du parti et dans l'appareil, on observe dans la Drôme un phénomène qui mérite notre attention : le soutien durable et solide d'une partie des zones agraires au communisme, de 1945 à 1981. Cet article tente de souligner ces paradoxes et d'en interpréter les raisons et les effets.

Le contexte drômois

Transition entre le Lyonnais et le Midi méditerranéen, la Drôme n'a pas d'unité réelle. Elle se compose de trois régions naturelles : la dépression rhodanienne à l'ouest, le Vercors au nord-est, le Diois et les Baronnies au sud-est. Le premier ensemble révèle une alternance de défilés et de plaines fertiles. Le deuxième comprend un vaste massif qui culmine à plus de 2 000 mètres. Le troisième montre un relief tourmenté ; les sols y sont rares et médiocres.

Fort de 327 000 habitants au recensement de 1851, le département a subi une sévère décrue démographique jusque dans les années trente. L'exode rural a vidé progressivement les zones de montagne et les campagnes reculées (Diois, Baronnies) mais les grandes agglomérations des vallées du Rhône et de l'Isère se sont étoffées. Après la Seconde Guerre mondiale, la courbe s'inverse : le département connaît une vive expansion. Le niveau démographique de 1851 est rattrapé en 1965. Malgré

un ralentissement sensible, la tendance continue les années suivantes en raison de l'accroissement naturel et surtout de l'apport migratoire. Or cet essor accentue davantage les disparités internes.

L'agriculture domine l'économie drômoise jusqu'en 1945. Peu moderne, elle est axée sur une polyculture céréalière à faibles rendements et emploie encore 50 % de la population active à la Libération. Dans la seconde moitié du XX^e siècle, la fragilité des Préalpes augmente. Montagnes et collines vivent essentiellement de l'élevage, dans des conditions de plus en plus pénibles. Seule la vigne valorise les petites exploitations. La double activité s'impose comme une nécessité pour nombre d'agriculteurs des cantons du Diois et des Baronnies. L'efficacité des moyens de transport et la généralisation de l'irrigation favorisent en revanche un développement sans précédent de l'arboriculture dans la vallée du Rhône [Sauger 1995].

L'exode rural a entraîné un déclin particulièrement rapide du secteur primaire. Les agriculteurs ne regroupent que 10,6 % de la population active au début des années quatre-vingt. En majorité propriétaires (les salariés agricoles ne représentent que 17,6 % des paysans en 1954 et 15 % en 1982), ils gèrent le plus souvent des petites exploitations en faire-valoir direct. Le monde paysan reste néanmoins plus influent ici que dans l'ensemble du pays. En 1954, les agriculteurs composent plus du tiers de la population active, alors qu'ils ne sont que 26,7 % dans l'espace français. En 1982, leur poids est encore supérieur : 10,6 % contre 7,5 % dans la métropole [Lambert 1975].

Le communisme drômois va donc s'implanter dans un terreau longtemps dominé par les petits paysans. La classe ouvrière, dispersée dans des entreprises de taille réduite, ne deviendra prépondérante qu'au début de la V^e République.

Cette analyse de l'influence communiste s'appuie sur une documentation riche et variée que j'ai consultée aux archives de la fédération de la Drôme du PCF¹. J'ai pu ainsi suivre des cohortes de militants et d'adhérents, comprendre pourquoi et comment les cadres ont été sélectionnés, avoir connaissance de leurs responsabilités successives et analyser leurs réactions. Cela m'a permis de définir une typologie du dirigeant et du candidat communiste à différentes époques et d'identifier la trajectoire personnelle de chacun. J'ai pu également saisir des fidélités inégales selon la profession, le sexe, le milieu familial, l'âge, la période d'entrée au parti et le lieu d'habitation. Cependant, le manque d'informations sur les « simples adhérents », s'agissant des années quarante et cinquante, a interdit tout examen approfondi de cette période, notamment pour le monde agraire.

1. Les archives de la fédération de la Drôme du PCF comportent une grande diversité de documents que l'on peut consulter librement : procès-verbaux des comités fédéraux et des comités de sections ; rapports des conférences fédérales ; rapports du secrétaire fédéral au Centre (direction parisienne du PCF) et directives de ce dernier à la fédération ; états d'organisation concernant les effectifs ; biographies destinées à la section des cadres ; comptes rendus sur les écoles du parti ; lettres de militants adressées aux secrétaires fédéraux ; dossiers volumineux sur chaque élection, etc. Ce dépouillement a été complété par les témoignages d'une trentaine de militants, par les notices du Maitron (dictionnaire biographique du Mouvement ouvrier français) et par le dépouillement des archives départementales.

Le PC : du triomphe au déclin

Dans la Drôme, les premiers pas du PC ont été difficiles. Des années vingt à la veille du Front populaire, le parti a subi la concurrence d'une SFIO hégémonique qui a pris la suite du radicalisme. En 1928, le parti socialiste gagne, en effet, trois des quatre circonscriptions locales tandis que le PC ne peut dépasser le seuil des 5 % d'inscrits. Ses résultats sont en moyenne deux fois plus faibles que dans le reste du pays, et de nombreux villages ne lui accordent aucun suffrage. Les attaques contre les dirigeants de la SFIO sont particulièrement suicidaires dans un département favorable aux socialistes.

En revanche, l'union est profitable aux communistes. L'enracinement du PC dans le tissu drômois commence clairement au moment du Front populaire, où il multiplie par quatre son poids électoral, qui passe de 3,9 % à 15 % des inscrits de 1932 à 1936 (de 4,9 % à 19 % des exprimés). Zone de faiblesse du communisme français avant 1936, la Drôme devient une région d'implantation supérieure à la moyenne nationale.

Les grands traits de la géographie électorale du communisme drômois se dessinent alors. La plus forte poussée concerne les régions rurales du sud et de l'est. Les cantons du Diois, du Nyonsais, des Baronnies et du Tricastin constituent des bastions remarquables. À l'opposé, le Vercors, le Royans, les plaines du nord et du centre, Valence et sa région restent rétifs au vote communiste. À Romans, premier centre industriel à l'époque, le score est supérieur à la moyenne départementale mais ne peut être comparé aux performances des campagnes déshéritées.

Ces succès électoraux vont de pair avec une très nette croissance des effectifs du PC. Avec 2 500 adhérents en 1937 (200 environ en 1935), la Drôme se situe désormais dans le peloton de tête des départements français pour la densité communiste (9,5 ‰ habitants). Elle participe ainsi à l'expansion du PCF dans le Midi et dans son excroissance rhodanienne [Buton 1985].

Les conséquences du pacte germano-soviétique sont, comme ailleurs, dramatiques. En quelques semaines, les effectifs s'effondrent. La défaite et l'installation du régime de Vichy aggravent encore la situation. Ceux qui continuent à avoir confiance dans le parti vont devoir reconstruire une organisation exsangue. Néanmoins, lorsque le PCF apparaîtra comme le grand vainqueur de la Libération, il s'imposera comme la première composante politique du département. Ce potentiel, qu'il conservera durant toute la IV^e République, il le devra en partie à ses fiefs ruraux.

La progression du PC drômois est spectaculaire à la Libération. Ses candidats recueillent 35,2 % des suffrages exprimés en novembre 1946 (25,2 % des inscrits). Le poids électoral du communisme drômois reste ensuite relativement stable sous la IV^e République, malgré un premier recul aux élections législatives de 1956 (29,7 % des suffrages exprimés). Inversement, l'instauration de la V^e République s'accompagne d'une baisse considérable (19,4 % des voix en novembre 1958) qui ne sera jamais compensée. Le PC oscillera entre 22 % et 18 %, de 1962 à 1978, avant de connaître un second effondrement en 1981 (12,1 %).

Si, dans leurs grandes lignes, ces phases de progression et de régression sont les mêmes qu'au plan national, elles ont été plus marquées

dans le département. Bastion du PCF à la Libération, la Drôme est devenue un de ses maillons faibles en 1981. Au total, de novembre 1946 à juin 1981, l'impact électoral du parti communiste drômois a diminué de 68 %, alors que, sur l'ensemble de la métropole, le repli est inférieur à 50 % [Courtois et Lazar 1995].

Plusieurs facteurs expliquent ces évolutions depuis 1945. Triomphant à la Libération, le PCF bénéficie de la tradition de gauche locale en occupant une partie de l'espace conquis avant guerre par la SFIO. Il engrange aussi les fruits de son activité dans la Résistance. C'est dans les campagnes reculées du Diois et des Baronnies, où il était déjà bien implanté et où les FTP (francs-tireurs et partisans) avaient été puissants, qu'il réalise ses meilleurs scores [Dufour 1989].

Dès les élections municipales de 1945, il gagne, en effet, une cinquantaine de mairies – contre deux seulement en 1935 – dirigées, en règle générale, par des agriculteurs. Il progresse également hors de ses fiefs ruraux mais ne l'emporte qu'à Portes-lès-Valence, où un gros noyau de cheminots l'aide à gagner la mairie. Ailleurs, il entre dans les municipalités des principales villes du département mais ne peut occuper le poste de premier magistrat. La même tendance s'observe aux cantonales de 1945 et aux législatives de 1945-1946, où le PC gagne 6 cantons sur 29, dont 5 dans ses bastions agraires, et 2 sièges de députés sur 4 (il n'avait aucun représentant dans ces circonscriptions avant la guerre). En 1946, il parvient à faire élire l'un des siens au Conseil de la République.

Si le recul aux législatives de 1956 est dû à la concurrence efficace d'un candidat poujadiste dans les cantons ruraux, il n'en reste

pas moins limité. En revanche, le retour au pouvoir du général de Gaulle en 1958 est lourd de conséquences. Handicapé par le nouveau mode de scrutin, le PCF est aussi pénalisé par une campagne particulièrement outrancière et maladroite contre le général qu'il n'hésite pas à comparer simultanément à Louis XVI, aux deux Napoléon, à Franco et, indirectement, à Pétain et à Hitler. Dans un département marqué par la Résistance, il est victime du prestige du chef de « la France libre ». Même dans ses fiefs ruraux, plusieurs maires commencent à l'abandonner.

Au cours des années soixante et soixante-dix, le PCF sera mis en difficulté par le vif redressement du courant socialiste, qui lui prend de plus en plus d'électeurs. Il subit également le déclin du monde paysan, qui le prive d'une partie essentielle de sa clientèle électorale.

Implantation du PC et particularité des fiefs ruraux

La Libération se traduit logiquement par une meilleure diffusion de l'influence communiste, y compris dans les zones traditionnellement rétives. L'implantation n'en est que plus homogène. Contrairement à ce que laissent entendre les analyses de Philippe Buton [1993], il n'y a pas véritablement de déprolétarianisation du PCF au lendemain de la guerre. Aux fortes densités communistes de certaines régions rurales – électeurs et adhérents – répondent de fortes densités dans les villes ouvrières de Portes-lès-Valence ou de Bourg-lès-Valence. Par la suite, l'implantation du PC présentera plusieurs constantes.

- Ses zones de force et de faiblesse sont toujours les mêmes. Comme au plan national, les terres de mission (la ville de Valence, le Ver-

cors...) enregistrent des croissances supérieures en phase d'expansion, tandis que les bastions (Diois, Baronnies, Portes-lès-Valence...) résistent mieux en phase de repli [Kriegel 1985].

- Le PC souffre durablement de son isolement lié au contexte de la guerre froide et aux tensions avec les socialistes. Dès mars 1947, il perd un siège de député face au MRP, qui obtient le soutien tacite des radicaux proches des socialistes. Isolé, le PC ne peut assurer la réélection de son conseiller de la République en 1948. Lors du renouvellement de leur premier mandat, il perd rapidement les sièges de conseillers généraux conquis à la Libération. Seule une triangulaire lui permet d'en gagner un en 1951. À cette même date, il doit abandonner son dernier siège de député, victime de la loi sur les apparentements. Il le récupère en 1956, à la faveur d'une plus grande division de ses adversaires, mais il ne peut le sauver en 1958 car les socialistes refusent de se désister au second tour. Seul contre tous, il ne parvient pas à conquérir d'importantes municipalités, où les alliances sont indispensables, ce qui limite ses succès aux communes rurales. Il doit enfin attendre 1964 pour retrouver le chemin du conseil général grâce à la création d'un nouveau canton centré sur son fief urbain de Portes-lès-Valence.

- Il souffre par ailleurs d'un manque patent de notables, privilégiant quasi systématiquement les « politiques » (membres du bureau fédéral) aux personnalités bien implantées. Les conséquences ne sont pas insurmontables tant que les scores restent élevés, mais elles se compliquent dès la fin des années cinquante. Les communistes peinent également à découvrir

des leaders au sein d'un monde paysan qui s'investit faiblement à la tête de la direction fédérale. De plus en plus de citoyens se retrouvent ainsi parachutés dans des cantons où ils sont peu connus. Si, en 1967, 21,5 % des candidats du PC aux cantonales étaient choisis parmi les agriculteurs, ces derniers n'ont plus le moindre représentant en 1979. Au total, entre 1945 et 1979, le PC n'a fait élire qu'un seul paysan au conseil général, sur 9 élus. De ses trois parlementaires (deux députés et un conseiller de la République), un seul est agriculteur.

Il convient enfin de distinguer deux univers ruraux suscitant des attitudes politiques différentes. Le premier comprend les campagnes relativement aisées de la vallée du Rhône et du nord du département, plus rebelles au communisme. Les densités d'adhérents et d'électeurs y sont souvent médiocres. Le second est celui des campagnes déshéritées, victimes de l'exode rural – Diois, Baronnies –, où le vote communiste et les densités d'adhérents sont toujours supérieurs à la moyenne. En dépit des mutations démographiques, ces deux tendances ont perduré pendant toute la période considérée.

Le PC semble profiter, dans ses bastions ruraux, de la tradition républicaine car des zones de force correspondent aux régions où les voix républicaines ont triomphé à partir de 1849 [Girault 1977]². Il est de surcroît influent dans les communes touchées par le soulèvement contre le coup d'État du 2 décembre 1851 [Pierre 1981], et il obtient fréquemment de bons scores là où les communautés protestantes sont majoritaires.

Cependant, si la culture locale a incontes-

2. Comme dans le Var, la tradition républicaine a sans doute accéléré la progression du PCF dès 1936.

tablement joué un rôle important, en particulier dans le Diois, elle ne permet pas de saisir la diversité du phénomène. On relève, en effet, des faiblesses dans des aires apparemment acquises. Inversement, des cantons qui n'ont pas connu de soulèvement en 1851 ou qui n'ont pas de solide communauté protestante peuvent voter massivement communiste, comme dans l'extrême sud du département [Chaffel 1999].

Il est probable, en revanche, que le PC a su, comme ailleurs, incarner, dans des zones rurales fragilisées, la défense des « petits » paysans contre les « gros » [Boswell 1998]. Il a su dénoncer les « méfaits » du marché commun au détriment des petites exploitations, sans remettre en cause la notion de propriété privée. Des personnalités marquantes et attachantes ont également pu faire bénéficier le parti de leur capital de sympathie, généralement issu du fait qu'elles s'étaient distinguées pendant l'Occupation. Albin Vilhet, petit agriculteur du Nyonsais, ou Aimé Buix, libraire à Buis-les-Baronnies, tous deux anciens chefs des FTP, ont ainsi longtemps compté dans le sud du département comme cadres du parti ou comme conseillers municipaux. Roger Algoud, employé à la cave coopérative de Die, est resté, des années durant, à la tête de la section locale du PC et à la mairie, en tant qu'adjoint.

Pourtant – et ce n'est pas le moindre des paradoxes – les dirigeants fédéraux ont accordé assez peu d'attention au problème paysan. Obsédés par leur stratégie de conquête des entreprises (tous les rapports internes en parlent), ils ont régulièrement négligé le monde rural et fait porter leurs efforts sur les villes.

L'influence durable du communisme agraire est donc le résultat d'une alchimie complexe

qui associe un terreau culturel plutôt favorable, la protection systématique des « petits » contre les « gros » et l'implication inaltérable de cadres de valeur qui véhiculent une image positive du militant communiste, moins sectaire et plus proche des préoccupations quotidiennes de la population.

Position spécifique des paysans à l'intérieur du parti

L'accroissement des effectifs communistes à la Libération est impressionnante : 8 797 adhérents en décembre 1946 contre 2 500 en 1937 (la densité communiste passe de 9,5 ‰ habitants à 32,7 ‰). Pourtant le décrochage est précoce et précède le déclin électoral. En 1954, il n'y a plus que 2 176 communistes. Le fond est atteint en 1960 (2 024 membres). Si la courbe s'inverse au cours des années soixante, la reprise est faible (moins de 2 200 adhérents). Il faudra attendre la période 1973-1978 pour que le PC connaisse une brève embellie (de 2 189 à 3 305), suivie d'une décline, à partir de 1979.

Or, si l'évolution des effectifs du PC dans la Drôme a suivi la tendance nationale, les oscillations ont été plus nettes dans le département. Exceptionnelle en 1946, la force du parti s'est amenuisée très vite, dès 1947 [Chaffel *op. cit.*]. En neuf ans, de 1946 à 1954, le PC local a perdu les trois quarts de ses adhérents tandis que les effectifs nationaux chutaient de moitié.

Le parti a d'abord été abandonné par de nombreux partisans, à la suite des grèves dures de 1947. Ayant choisi l'affrontement avec les forces de l'ordre, la CGT et le PC ont déploré trois morts et une quinzaine de blessés à la

gare de Valence, le 4 décembre. Ce drame a désorienté et fait fuir les militants les moins convaincus. Le PC a aussi vu se dissiper des cellules et des adhérents dans les zones rurales isolées, victimes d'un exode important. Des microcellules qui vivotaient tant bien que mal depuis la fin de la guerre ont disparu inexorablement au cours des années cinquante. Les exemples de ce type sont fréquents. Gigors-et-Lozeron, fort de ses vingt communistes en 1953, n'en compte plus que quatre en 1959 et plus un seul en 1960. Entre-temps sa population a reculé de 210 à 138 habitants. À Montauban-sur-Ouvèze, les neuf communistes de 1953 ne sont plus que cinq en 1957 et deux en 1960 ; la cellule s'éteindra l'année suivante. Le manque d'intérêt pour le débat politique, un contexte peu stimulant – comment militer à deux ou trois dans un petit village si l'on n'a pas la foi chevillée au corps ? –, tout a condamné la survie des cellules rurales même si les électeurs communistes sont, globalement, restés fidèles. Pour tenter de contourner la difficulté, les dirigeants ont d'ailleurs demandé aux membres de plusieurs communes de se regrouper, mais la démarche a échoué.

En revanche, bien que tardive dans la Drôme, la courte reprise des années soixante-dix y a été un peu plus soutenue qu'ailleurs, principalement en ville, et le déclin des années suivantes n'en a été que plus marqué. Si les périodes unitaires ont attiré davantage d'adhérents, les périodes de désunion les ont massivement rebutés en raison de l'ancrage à gauche du département.

Adhésion tardive et fidélité des paysans au parti

L'âge moyen d'adhésion des communistes drômois est tardif : 33,4 ans au milieu des années soixante ; 32,1 ans au début des années soixante-dix. Les moins de 25 ans ne rassemblent que 7,4 % des effectifs en 1979 alors que 19,3 % des Drômois ont entre 14 et 25 ans. À l'opposé, 20,5 % des adhérents ont atteint ou dépassé la soixantaine contre 24,2 % des habitants. Les classes d'âge les mieux représentées sont celles qui vont de 35 à 59 ans. Le parti est donc constitué majoritairement de militants d'âge mûr.

Les membres du PC sont surtout des actifs (70 % sont engagés dans la vie active en 1979 alors que 53,5 % des Drômois de plus de 14 ans sont dans ce cas). Bien qu'en diminution, depuis le milieu des années soixante, les ouvriers sont majoritaires et surreprésentés. Ils composent 64 % des nouveaux adhérents en 1964-1967 et 39,4 % en 1979, tandis que les agriculteurs, sous-représentés au milieu des années soixante (12,3 % des recrues en 1964-1967), sont 10,6 % en 1979, ce qui est conforme à leur poids dans la population active. Si les artisans occupent une place marginale mais stable, le pourcentage des employés augmente fortement pendant la même période (de 13,3 % à 27,3 %) ainsi que celui des petits cadres (de 4,3 % à 11,1 %), au sein desquels les instituteurs se taillent la part du lion. Inversement, les catégories supérieures n'ont que peu d'ambassadeurs. Dominées par les professeurs du secondaire, elles comprennent de rares ingénieurs et quelques membres des professions libérales. En net progrès, les femmes sont cependant toujours minoritaires (12,7 % en 1949 ; 37,4 % en 1979).

Dans cet ensemble, les paysans se distinguent par un âge d'adhésion particulièrement

tardif (40,7 ans en moyenne au milieu des années soixante), tandis que les autres catégories s'engagent plus tôt dans les rangs du parti (32 ans pour les ouvriers et les artisans ; 23,3 ans pour les enseignants). Les communistes des campagnes sont plus vieux que ceux des cités. Ainsi, 37,4 % des membres des sections rurales sont des personnes de plus de 60 ans en 1979, alors que ces mêmes personnes ne sont que 16,6 % dans les sections urbaines.

Le taux de femmes est en outre moins élevé dans les zones rurales que dans les centres urbains. Les sections rurales n'accueillent que 30,2 % de femmes en 1979, alors que la proportion est de 40,6 % en ville. Certaines cellules paysannes sont parfois exclusivement masculines.

Reflétant la réalité démographique locale (la moyenne d'âge est plus élevée dans les communes isolées et les femmes y sont moins nombreuses) ainsi que le poids des traditions (le militantisme féminin a longtemps été mal perçu dans les campagnes), les adhérents des régions paysannes sont toujours âgés et masculins.

Les paysans entrent néanmoins dans la catégorie des militants fidèles. En effet, si le PC est, selon la formule consacrée, un « parti passoire », les flux, on le sait, ne sont jamais homogènes. Ils varient suivant les générations d'adhérents, les professions et le milieu familial. Or, le monde paysan est plus stable que d'autres couches sociales ; il est même en tête du peloton : 55,5 % des agriculteurs et 50 % des enseignants qui avaient adhéré à la fin des années soixante ou au début des années soixante-dix ont repris leur carte en 1980. Ce premier groupe se détache clairement du deuxième, constitué principalement d'ouvriers

(40,2 %). Les employés arrivent bons derniers, détenant la palme de l'infidélité (33,7 %).

Les agriculteurs sont ainsi les plus constants, bien qu'ils prennent leur première carte à un âge avancé. La précocité d'adhésion, qui s'accompagne souvent d'un plus grand attachement au PC, n'est donc pas une référence unique. Valable pour les enseignants, elle n'a aucune pertinence pour les paysans. En ce qui les concerne, un engagement tardif est gage de solidité. Est-ce le résultat de la politique du PCF en faveur des petits paysans victimes de la loi du marché ? Faut-il privilégier « une culture plus ancienne ancrée dans les habitus et les modèles traditionnels de comportement, fondée dans la sédentarité rurale » ? S'il est difficile de trancher, il apparaît cependant, comme le souligne Jean-Paul Molinari [1991 : 192], que « c'est parmi eux que le parti compte le moins de défections ».

Un monde paysan sous-représenté

La sélection des cadres du comité fédéral obéit à des critères récurrents. Cinq d'entre eux méritent d'être mentionnés : la classe ouvrière occupe les postes clés ; les principaux cadres sont recrutés parmi des adhérents précoces ; les dirigeants sont choisis dans les écoles du PC ; une fraction des responsables provient des organisations satellites du parti ou des syndicats enseignants ; les recrues des périodes difficiles sont systématiquement avantagées. Trois générations vont ainsi dominer successivement l'appareil du parti : celle d'avant 1936, celle de la guerre – qui n'a pas été sacrifiée dans la Drôme – et celle de la guerre froide.

On note cependant une évolution, de la Libération au début des années quatre-vingt. Les

héritiers – fils ou filles de communistes – vont prendre la relève des anciens au cours des années soixante tandis que progressera le militantisme conjugal (le nombre de couples augmente sensiblement au comité fédéral). Malgré sa prééminence, le poids de la classe ouvrière décline progressivement au profit des instituteurs.

Or, dans un département caractérisé par l'importance de sa population rurale, les cadres fédéraux ont rarement été choisis dans les couches paysannes. Elles ne représentent que 19,4 % des dirigeants en 1952, 11,1 % en 1962 et 6,8 % en 1974. Aucun secrétaire fédéral de premier plan n'est sorti de leurs rangs. Même des responsables du secteur agricole ou de la diffusion du journal *La Terre* ont été recrutés dans d'autres catégories sociales. Les paysans sont, en outre, peu nombreux dans les écoles fédérales et ne participent presque jamais aux écoles centrales.

L'éloignement – les réunions du comité fédéral se déroulent en ville –, le manque de temps – il est difficile d'abandonner la ferme pour une école centrale d'un mois –, le peu de goût pour l'étude théorique, la peur de prendre la parole en public : tous ces facteurs se conjuguent pour freiner l'activité politique des agriculteurs.

Comme cette position paradoxale n'entame en rien leur attachement au parti, on peut se demander si elle n'est pas, au contraire, source

de liens durables. En effet, l'éloignement des responsabilités permet de se dégager du volontarisme usant et frustrant qui décourage les plus tenaces. Il permet aussi de prendre de la distance par rapport à l'utopie et de fuir le sectarisme fédéral.

Ainsi ce communisme rural se présente-t-il sous des aspects singuliers. Il a fréquemment triomphé dans des régions de tradition républicaine et réceptives à la politique du PCF en faveur des « petits » paysans. Il a favorisé une première expansion du parti dès 1936 et amplifié ce succès à la Libération. Il a su trouver des militants de valeur capables de s'adapter à la réalité du terrain.

Plus fidèle au parti, le communisme rural a donné une coloration particulière à la pratique politique. Éloigné du militantisme actif, moins impliqué idéologiquement, il a su sauvegarder la fonction tribunitienne du PCF. Un peu comme un « compagnon de route » qui idéalise le parti en choisissant de tout ignorer de son fonctionnement interne, le monde paysan a su gérer son autonomie en intégrant un « communisme » pragmatique basé sur la justice sociale. Grâce à cette attitude il a pu « tenir » plus longtemps en reléguant probablement le « vrai communisme » dans l'imaginaire.

Boswell, L. — 1998, « Le communisme et la défense de la petite propriété en Limousin et en Dordogne », *Communisme* 51-52 : 7-27.

Bibliographie

Buton, P. — 1985, « Les effectifs du PCF », *Communisme* 7 : 5-30. — 1993, *Les lendemains qui déchantent : le parti communiste français à la Libération*. Paris, Presses de la FNSP.

Chaffel, A. — 1999, *Les communistes de la Drôme, de la Libération au printemps 1981 : de l'euphorie à la désillusion*. Paris, L'Harmattan.

Courtois, S. et M. Lazar — 1995, *Histoire du parti*

communiste français. Paris, PUF.

Dufour, L.-É. (capitaine Paris) — 1989, *Mémoires de l'ombre*. L'Isle-sur-Sorgue, Scriba.

Furet, F. — 1995, *Le passé d'une illusion*. Paris, Laffont/Calmann-Lévy.

Girault, J. — 1977, « Pourquoi des études sur l'implantation du PCF? », *Cahiers d'histoire de l'IMT* 29-30 : 93-99.

Kriegel, A. — 1985, *Les communistes français*. Paris, Le Seuil.

Lambert, J. — 1975, *Drôme*. Paris, La Documentation

française.

Molinari, J.-P. — 1991, *Les ouvriers communistes*. Thonon-les-Bains, L'Albaron.

Pierre, R. — 1981, « Ah ! Quand viendra la belle ». *Résistants et insurgés de la Drôme : 1848-1951*. Valence, Notre Temps.

Sauger, A. — 1995, *La Drôme*. Pont-Saint-Esprit, Éditions La Mirandole.

Résumé

Alain Chaffel, *Paradoxes et diversité du communisme rural drômois (1945-1981)*

Département à forte composante rurale, la Drôme a connu une solide implantation communiste, de la Libération à la fin des années soixante-dix. Le PCF a pu s'appuyer sur plusieurs bastions agraires constitués en majorité de petits propriétaires. Héritant de certains éléments de la culture locale, ce communisme paysan a conservé des traits spécifiques durant toute la période. Différent de celui des villes dans sa pratique politique, dans son comportement électoral et dans sa sociologie, il a constamment affiché, à l'égard du PCF, une fidélité supérieure à la moyenne. Bien qu'éloigné du militantisme actif et moins impliqué idéologiquement dans l'orthodoxie de l'appareil, il a su gérer son autonomie et sauvegarder durablement la fonction tribunitienne de l'organisation.

Abstract

Alain Chaffel, *The Paradoxes and Diversity of Rural Communism in Drôme (1945-1981)*

From Liberation till the late 1970s, the French Communist Party had a solid base in Drôme, a rural department. It drew support from farming strongholds mostly built out of small holders. This "peasant Communism", which inherited elements from the local culture, stood apart throughout this period. With practices different from those of Communists in urban areas, and with different voting patterns and a different sociological profile, it was always more intensely loyal to the Party. Though aloof from militant activism and less ideologically committed to Party orthodoxy, this local brand was able to maintain its autonomy and lastingly preserve the organization's role of defending popular causes.